



**PRÉFÈTE
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
autorisant la société MAISON BOINAUD
à exploiter une distillerie et des chais de stockage d'alcools de bouche
au 140 rue de la Bonne Chauffe
sur la commune d'ANGEAC-CHAMPAGNE**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

La secrétaire générale, préfète de la Charente par intérim
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment le titre 8 du livre I et les titres 1 des livres II et V ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la nomenclature des installations classées pour l'environnement constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
Vu le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
Vu le décret du 19 novembre 2020 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture de la Charente ;
Vu le décret du 4 juillet 2022 portant cessation de fonctions de Madame Magali DEBATTE en qualité de préfète de la Charente ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu la déclaration d'existence faite en 1998 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juin 2007 autorisant la distillerie Michel BOINAUD à exploiter une distillerie et des stockages d'alcool de bouche au lieu-dit "Le Bois" à Angeac-Champagne modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2015 ;

Vu le récépissé de déclaration du 14 septembre 2009 délivré à la société Distillerie Boinaud au titre de la rubrique 2910-A2 pour la création d'installations de combustion ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 2013 donnant acte de la mise à jour de l'étude de dangers de 2010 complétée en juin et en octobre 2012 ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 28 mai 2014 pour la création d'un chai de stockage d'alcool (chai 21) et l'extension/déplacement d'un stockage de bois sec sur le site au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le dossier de porter à connaissance de la Distillerie Boinaud incluant la demande d'examen au cas par cas préalable pour la création d'un nouveau chai de stockage d'alcool de 2 999,7 m² et d'ouvrages annexes, déposé le 27 septembre 2019 en sous-préfecture de Cognac ;

Vu la décision de la préfète de la Charente du 29 octobre 2019 de soumettre ce projet d'extension des stockages d'alcool de bouche à la réalisation d'une étude d'impact en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'extension des installations de stockage d'alcool de bouche de la Distillerie Boinaud à Angeac-Champagne déposé le 25 novembre 2020 et complété le 26 juillet 2021 ;

Vu l'enquête publique du 16 novembre 2021 au 16 décembre 2021 en mairie d'Angeac-Champagne, avec 4 permanences organisées ;

Vu la réponse du 21 décembre 2021 de l'exploitant au procès-verbal d'enquête publique suite à l'observation d'un voisin ;

Vu le rapport d'enquête du commissaire enquêteur du 7 janvier 2022 et sa conclusion motivée ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 1er avril 2022 au profit de la société Maison BOINAUD dont le siège social est 140 rue de la Bonne Chauffe 16130 à Angeac-Champagne ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 7 juillet 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 7 juillet 2022 ;

Vu l'unique observation du demandeur sur ce projet transmise par courriel du 11 juillet 2022 ;

CONSIDERANT que le projet relève du régime de l'autorisation sous la rubrique 4755 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'une annexe spécifique communicable uniquement sur demande écrite après occultation des données sensibles ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La MAISON BOINAUD, inscrite au répertoire SIREN sous le n° 907 120 216 et dont le siège social est situé 140 rue de la Bonne Chauffe sur la commune d'Angeac-Champagne, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions des actes antérieurs sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation (bâtiment, ...)	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales (QSP)
4755	A	Alcool de bouche agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 000 t	Chais d'eaux de vie	La quantité maximale autorisée est précisée en annexe I du présent arrêté.
2250	E	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole. La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant 2. supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1 300 hl/j	Unité de distillation	39 alambics de 25 hl de charge soit 585 hl d'AP/jour (*)
2251-B	E	Préparation, conditionnement de vins. B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. supérieure à 20 000 hl/an	Chais vinaires + Cuveries extérieures	96 800 hl/an
1510	DC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t), le volume des entrepôts étant : 3. supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Entrepôt de matières sèches de 1 453 m ² (cartons, bouchons liège, verre)	16 016 m ³
1532-2	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse (...) 2- Autres installations que celles définies au 1, le volume susceptible d'être stocké étant : b) supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	2 îlots de stockage de bois sec	10 000 m ³

2910-A	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse (...), si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. supérieur ou égal à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaudière chauffage (130 kW)</p> <p>Chaudière production des boisés (1962 kW)</p> <p>Groupe électrogène de 600 kVA (480 kW)</p>	2,572 MW
--------	----	---	--	----------

Régime : A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration soumise au contrôle périodique selon article L. 512-11 du code de l'environnement

Statut : SEVESO bas par dépassement direct des seuils associés à la rubrique 4755 - quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t

QSP : Quantité d'alcool de bouche supérieur à 40 % susceptible d'être présent.

(*) suivant la définition de la "capacité de production d'alcool pur en hl/j indiquée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé -

AP : Alcool pur

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITÉS (IOTA) SOUMIS À AUTORISATION OU A DÉCLARATION EN APPLICATION DES ARTICLES L.214-1 À L.214-6

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Capacités maximales
1.3.1.0	A	<p>Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils (notamment au titre de l'article L. 211-2), à l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9</p> <p>1. Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h : projet à Autorisation</p>	<p>Volume prélevé * : 27 000 m³/an</p> <p>débit maximal de 28 m³/h</p>
2.1.5.0	A	<p>Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 ha</p>	<p>Superficie totale : 40,47 ha</p>

A : Autorisation -

(*) : forage n°BSS001UAYP (ancien code : 07085X0033/P), profondeur : 260 mètres (pompage à 160 mètres).

ARTICLE 1.2.3. SITUATION ET CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes :

Chais (4755)

Désignation du chai	Surface en m ²	Type et caractéristiques du stockage	Quantité maximale d'alcools de bouche susceptible d'être présente en m ³
Chai 9	2 614	Tonneaux et barriques	La quantité maximale autorisée par chai est précisée en annexe I du présent arrêté.
Chai 10	301	Tonneaux et cuves inox	
Chai 12	460	Tonneaux	
Chai 13	322	Tonneaux et cuves inox	
Chai 16	3 175	Tonneaux et barriques	
Chai 17	253	Cuves inox	
Chai 18	1 700	Barriques	
Chai 21	1 978	Barriques et tonneaux	
Chai 22	2 999	Tonneaux et cuves inox	
Chai 23	2 999	Tonneaux et cuves inox	
Chai 24	2 999	Tonneaux et cuves inox	
Chai 25	2 999	Tonneaux et cuves inox	
Chai 1213	400	Cuves inox	
Chai de distillation (extérieur)	112	Cuves inox	
Stockage de produits finis	833	Bouteilles (684 palettes)	

Distillerie (2250)

Désignation	Type de combustible	Caractéristiques
Distillerie	Gaz naturel	39 alambics de 25 hl de charge

Vin (2251)

Désignation	Type de stockage	Volume stocké en m ³
Chai vinaire	Cuves inox	5850
Devant chai 18	Cuves inox	1200
Derrière chai 18	Cuves inox	2160
Distillerie	Cuves inox	470

Chaufferie (2910)

Désignation	Type de combustible	Puissance
2 chaudières à gaz + 1 groupe électrogène	Gaz naturel	2,572 MW

Matières sèches (1510)

Désignation	Surface en m ²	Matières stockées	Nombre de palettes	Poids max/palette (kg)	Volume en m ³
Stockage MS	1453	Bouchons liège et métal, carton, palettes de verre	2560	800	16016

ARTICLE 1.2.4. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Superficie
Angeac Champagne	207, 208, 328, 366, 378, 396, 397, 420, 422, 432, 435, 436, 439, 441, 442, 449, 450, 454, 455, 457, 470, 471, 485, 488, section A	217 786 m ²

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 1.3.2. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 1.3.3. PÉRENNITÉ DE LA COMPATIBILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT À SON ENVIRONNEMENT

L'étude de danger jointe à la demande d'autorisation susvisée fait apparaître que les zones d'effets thermiques et de surpression restent contenues à l'intérieur des limites de la propriété.

Pour des raisons de sécurité, l'exploitant conserve la maîtrise foncière des parcelles de la section A identifiées 436 (vignobles) et 454 (habitation et parc familial) dont il est propriétaire, répertoriées à l'article 1.2.4, parcelles susceptibles d'être impactées par des effets de

surpression à 20 mbar en cas de surpression de cuve inox de 1 000 hl du chai 1213 (effets indirects dits « bris de vitres »). L'exploitant s'engage à y maintenir une activité compatible en n'augmentant pas le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations, ou par des activités connexes sur ces parcelles.

Afin de prévenir le risque de bris de vitres consécutif à une surpression, les vitres de l'habitation pouvant être impactées sont entièrement filmées par des matériaux adaptés, préalablement à la mise en service de la cuve de 1 000 hl à l'origine du risque d'effets.

Au départ de l'actuel occupant de cette habitation, celle-ci n'est plus ni louée, ni habitée.

Une cartographie légendée de cette zone est jointe à l'arrêté.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.4.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.4.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

Tout déplacement, à l'intérieur du site autorisé, des installations classées visées au présent arrêté ou toute implantation (bureaux, réfectoire ...) de nature à modifier la cartographie des risques doit faire l'objet du porter à connaissance prévu à l'article 1.4.1

ARTICLE 1.4.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.4.5. CESSATION D'ACTIVITÉ ET USAGE FUTUR

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;

- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permet un usage de type activités économiques.

CHAPITRE 1.5 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.5.1. TEXTES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
23 janvier 1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
2 février 1998	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11 septembre 2003	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits et/ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement
4 octobre 2010	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
14 janvier 2011	Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 (distillation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
28 novembre 2012	Arrêté ministériel du 28 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vin) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
26 mai 2014	Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.
11 avril 2017	Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

3 août 2018	Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (combustion) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31 mai 2021	Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

ARTICLE 1.5.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, ainsi que la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, végétation,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation initiale,
- les plans tenus à jour,

- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2.6.2. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À RÉALISER OU À TRANSMETTRE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
7.2.6.2	Installations électriques	Annuellement
7.2.9.4	Installations de combustion	Annuellement
7.3	Protection contre la foudre	Tous les 2 ans
7.7.3.3	Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Annuellement
8.2.1	Autosurveillance des eaux pluviales	Annuellement
8.2.2	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Tous les 3 ans
Code de l'environnement Art. R. 543-75 à R. 543-123	Contrôle d'étanchéité des circuits froids contenant des fluides frigorigènes fluorés	Annuellement

Articles	Document à transmettre	Périodicités / échéances
1.4.5	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité

CHAPITRE 2.7 DÉFINITIONS

Au sens du présent arrêté et de ses annexes, on entend par :

Alcool de bouche : Au titre du présent arrêté seul l'alcool de bouche ayant un titre alcoométrique volumique supérieur à 40 % est à prendre en compte.

Extraits ou arôme : Au titre du présent arrêté, seuls les extraits ou arômes ayant un titre volumique alcoométrique supérieur à 40 % sont à prendre en compte.

Brouillis : Distillat issu de la distillation du vin (première chauffe) ayant un titre alcoométrique volumique inférieur à 40 %.

Capacité de production (2250) : Quantité d'alcool de bouche produite exprimée en litre d'alcool pur par jour. Seule la quantité de produit fini (eaux-de-vie de Cognac....) est à comptabiliser.

Quantité d'alcool susceptible d'être présente (QSP): capacité maximale des contenants susceptibles d'être présents dans l'installation de stockage et/ou sur le site et déclarés par l'exploitant comme destinés à stocker en permanence ou temporairement des alcools de bouche, extraits ou arômes.

Chai : Bâtiment abritant un stockage d'alcool de bouche. Un chai peut être divisé en plusieurs cellules séparées par des murs coupe-feu ou non. Les parties de bâtiment délimitées par des murs coupe-feu qui n'abritent pas de stockage d'alcool ne sont pas à prendre en compte dans les limites du chai.

Chai de distillation : stockages attenants à une distillerie ou sont stockés les alcools de bouche distillés durant la campagne de distillation en cours. Dans le cas où le chai de distillation fait également usage pour le vieillissement d'alcool, sa capacité maximale de stockage ne peut excéder 200 m³ et sa surface 300 m²

Distillerie : Atelier abritant les appareils de distillation (alambics, ...).

Flegmes (têtes, queues, secondes,...) : Distillats de début et de fin de distillation, non retenus comme produits finis (eaux-de-vie de Cognac, ...).

Installations de stockage : Chais ou stockages extérieurs d'alcool de bouche.

Stockage extérieur : Stockage d'alcool de bouche ne répondant pas à la définition du chai.

Surface : Les surfaces à prendre en considération sont les surfaces intérieures des chais, lorsqu'ils sont indépendants, et, pour les stockages extérieurs, celles des cuvettes de rétention associées susceptibles de contenir des effluents enflammés.

Vinasses : résidus de la distillation des vins.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité

publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3 POLLUTION CHRONIQUE

La présence de plusieurs chaudières au gaz pour une puissance thermique totale de 2,572 MW peut être source de pollution atmosphérique. Aussi, l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé s'appliquent à celles-ci, conformément à l'article 1.1.3.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Prélèvement horaire maximal	Prélèvement annuel maximal *
Forage privé	Usage industriel, alimentaire et sanitaire (eau potabilisée)	28 m ³ /h	27 000 m ³

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

Les installations de prélèvements doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.

Le compteur d'eau destinée spécifiquement aux installations classées visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté est régulièrement relevé et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés en amont immédiat de l'approvisionnement en eau aux installations classées visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté afin d'éviter, en toute circonstance, le retour d'eau susceptible d'être polluée dans le réseau d'eau potable.

ARTICLE 4.1.3. DISPOSITIFS DE REFROIDISSEMENT DES ALAMBICS

Les alambics sont refroidis par un système fonctionnant en circuit fermé, sans rejet d'eaux chaudes au milieu naturel.

ARTICLE 4.1.4. DISPOSITIFS EN CAS DE SÉCHERESSE

En période d'étiage, les prélèvements d'eau sont limités au strict nécessaire. Les restrictions qui pourraient être imposées par arrêtés préfectoraux sont strictement respectées.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs, tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards,...).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales ;
- les eaux industrielles (eaux utilisées pour les chaudières, eaux de rinçage des cuves, eaux de refroidissement des alambics,...) ;
- les eaux sanitaires

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles

résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. POINTS DE REJET

Article 4.3.3.1 Eaux pluviales

Un ouvrage de type fossé ou réseau enterré est créé pour permettre le rétablissement des écoulements naturels sur le site, en lien avec le bassin versant (22,08 ha) et la ligne de thalweg traversant le projet.

Un fossé existant à l'extrémité Est du site recueille le trop-plein des eaux de toiture et de ruissellement

Un bassin de régulation et d'infiltration de 4 000 m³ situé à l'extrémité sud-est du site est créé pour réceptionner l'ensemble des eaux pluviales.

Les eaux pluviales de ruissellement sont pré-traitées par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné.

Article 4.3.3.2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu naturel dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 4.3.3.3 Eaux sanitaires - eaux usées domestiques

Le terrain est situé en zone d'assainissement non collectif au sein du schéma directeur d'assainissement de la commune. Le réseau est séparatif.

Les eaux usées domestiques, ou eaux vannes, sont traitées par un système d'assainissement non collectif qui a fait l'objet d'études préalables jointes au dossier, et qui doit être conforme aux règles d'assainissement en vigueur agréées par le Grand Cognac.

L'ouvrage doit être sécurisé et un suivi (cahier de vie) doit être établi pour garantir sa longévité et son efficacité, selon les recommandations de l'étude préalable annexée à la demande d'autorisation.

Une attestation de conformité du projet d'assainissement doit pouvoir être présentée à la demande.

Article 4.3.3.4 Eaux industrielles

Les eaux industrielles de lavage, les eaux de purge chaufferie, sont collectées et traitées avec les vinasses de première et de seconde chauffe, évacuées en tant que déchets et valorisées en méthanisation.

ARTICLE 4.3.4. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, après passage par un pré-traitement, les valeurs limites en concentration définies ci-après :

Valeurs limites de rejet des eaux pluviales (de toiture ou voirie, avant rejet au milieu naturel) :

pH	Compris entre 5,5 et 8,5
DCO	300 mg/l
DBO5	100 mg/l
MES	30 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

L'exploitant réalise une analyse annuelle sur un échantillon des eaux pluviales rejetées pour s'assurer du respect de ces valeurs limites.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7. ÉLIMINATION DES VINASSES ET AUTRES LIQUIDES

Les vinasses (résidus de distillation) ainsi que les eaux de lavage des cuves de vin (eaux de vinification) peuvent être soit éliminées dans des installations spécialisées autorisées à cet effet au titre du code de l'environnement, soit traitées par épandage.

Les vinasses de première et seconde chauffe sont stockées dans une première cuve inox de 120 m³ en sortie de la distillerie avant d'être réparties.

Les vinasses et eaux de vinification sont stockées dans 4 bassins étanches reliés entre eux par canalisations enterrées avec un point de pompage en point bas au lieu-dit "Le ruisseau", pour un volume total de 7 250 m³:

- un bassin de 2 970 m³ sur le site au lieu-dit "Le bois" ;
- un bassin de 3 160 m³ au lieu-dit "Le moulin" ;
- un bassin de 1 390 m³ au lieu-dit "Le ruisseau".

Ces déchets sont intégralement collectés par l'entreprise REVICO, l'exploitant ne disposant pas de plan d'épandage.

Un bordereau de suivi de ces déchets est conservé par l'exploitant lors de chaque livraison.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

1.

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Des mesures de bruits peuvent être demandées par l'inspection des installations classées à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.4. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Article 7.2.1.1. Accès

L'établissement est efficacement clôturé sur sa périphérie. L'état de la clôture fait l'objet d'un contrôle périodique formalisé et les écarts relevés remettant en cause l'efficacité de la clôture font l'objet d'une réparation rapide.

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès.

L'établissement dispose d'accès spécifiques suffisamment dimensionnés pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les portails sont maintenus fermés en permanence hors des phases d'accès.

Article 7.2.1.2. Personnel

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte ou de proximité, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Le temps d'intervention de la personne chargée de la surveillance est compatible avec la mise en sécurité des installations.

Article 7.2.1.3. Circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies permettent l'évolution des engins des services d'incendie.

À l'intérieur des chais, les allées sont maintenues constamment dégagées (à l'exception du matériel mobile nécessaire à l'exploitation) pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 7.2.1.4. Caractéristiques des voies d'accès

Les installations sont accessibles aux engins de secours par des voies dont les caractéristiques préconisées sont les suivantes :

- longueur minimale : 10 mètres
- largeur de la bande de roulement : 6 mètres ;

- rayon intérieur de giration : > 11 mètres ;
- hauteur libre : 3,50 mètres;
- résistance à la charge de 16 t au total avec un minimum de 9 t par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres;
- pente : < 10%

ARTICLE 7.2.2. RÈGLES D'IMPLANTATION – DISTANCES D'ISOLEMENT

Article 7.2.2.1. Distances d'isolement à respecter

Les installations de stockage doivent respecter les distances d'isolement ci-après :

Pour les chais

Par rapport aux tiers

La distance d'éloignement par rapport aux limites de propriétés des tiers ou de bâtiment habités ou occupés par des tiers est supérieure ou égale à 10 mètres;

Par rapport aux établissements recevant du public

La distance d'éloignement des chais par rapport aux limites d'un établissement recevant du public est au moins égale au double de celle calculée pour les tiers. Ne sont pas concernés les ERP de 5^{ème} catégorie sans hébergement.

Pour la distillerie

L'installation est implantée à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété des tiers. Cette distance est de 20 m dans le cas d'un établissement recevant du public (ERP) à l'exclusion des ERP de 5^{ème} catégorie sans hébergement.

A l'exception des chais de distillation, la distance entre la distillerie et une installation de stockage est au minimum de 6 mètres.

Article 7.2.2.2. Interdiction de locaux occupés par des tiers ou habités au-dessus ou au-dessous de l'installation

L'installation de stockage ne doit pas être située au-dessus ou au-dessous de locaux occupés par des tiers ou habités.

ARTICLE 7.2.3. STOCKAGES PARTICULIERS

Stockage d'alcool

Il est interdit de stocker des alcools de bouche dans la distillerie en dehors de ceux en cours de distillation.

Stockage des flegmes (distillerie)

Lorsque les stockages de flegmes sont situés dans le même local que les foyers des alambics, les flegmes sont stockés dans des cuves conçues de telle manière qu'il ne puisse pas s'y produire une accumulation de gaz.

Stockage de bois

Les deux îlots de bois sec stockés en extérieur sur plate-forme bétonnée, d'une capacité maximale totale de 10 000 m³, destinés à la fabrication d'extraits de bois pour l'activité de négoce (liquidé dit "boisé"), respectent une distance de 10 mètres entre-eux ; le bois stocké ne dépasse pas une hauteur de 3 mètres.

Six appareils d'extinction à poudre sont judicieusement répartis sur la plate-forme.

ARTICLE 7.2.4. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES DES CHAIS ET DU BÂTIMENT DE MATIÈRES SÈCHES

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.4.1. Sol des chais

Le sol est incombustible et permet de contrôler les écoulements. Il est aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation reliées à la cuvette de rétention associée au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie.

Article 7.2.4.2. Murs des chais d'alcool et du bâtiment stockant des Matières Sèches (MS)

- Chais : les murs extérieurs des chais nouveaux sont construits en ossature béton stable au feu et sont REI 240 (coupe-feu 4h) ; les murs extérieurs des chais existants sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et sont au minimum REI 120 (coupe-feu 2 heures).

Lors d'extension ou de modification, tous les murs sont construits en matériaux de classe M0 et de résistance REI 240.

- Bâtiment MS : les parois extérieures du bâtiment sont REI 120 (coupe-feu 2 heures) ainsi que les parois séparatives des cellules ; les portes communicatives sont EI 120.

Article 7.2.4.3. Charpente/couverture

- Chais : l'ensemble de la charpente offre des nouveaux chais offre une stabilité au feu R30 (degré une demi-heure); en cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs qui respectent les dispositions l'article 7.2.4.2 ci-dessus.

- La couverture est en matériaux de classe A2s1d0 (M0), excepté pour les systèmes de désenfumage visés à l'article 7.7.3.2 du présent arrêté.

Les éléments du plafond et/ou le faux plafond sont en matériaux de classe A2s1d0.

- Bâtiment MS : La couverture du bâtiment est sur bac acier, classe Broof T3 ; une bande de protection en matériaux A2s1d1 recouvre la toiture sur 5 mètres de large de part et d'autre des parois séparatives. Le bâtiment est équipé de désenfumage et d'amenée d'air frais, d'un système de détection automatique d'incendie avec alarme et d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Article 7.2.4.4. Ouvertures/issues des chais

Les portes extérieures des chais sont E 30 (pare-flammes degré une demi-heure).

De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides enflammés ou non.

Chaque chai est équipé d'au moins deux portes judicieusement réparties.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Les portes ont une largeur minimale de 0,80 m.

Les chais ne possèdent aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.

Article 7.2.4.5. Aménagement des stockages dans les chais

L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves,...) dans les chais permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

Installations de stockage (rime, rack, rangée de tonneaux ou cuves ...), la profondeur par rapport à une allée principale n'excède pas 15 mètres si le chai n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique.

ARTICLE 7.2.5. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES DE LA DISTILLERIE EXISTANTE

Article 7.2.5.1. Sol

Le sol est en matériaux incombustibles permettant avec une pente minimale de 0,5 % de contrôler les écoulements et de les diriger vers l'extérieur.

Article 7.2.5.2. Murs

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A et présentent une résistance thermique et mécanique à l'explosion.

Article 7.2.5.3. Couverture/événements

La couverture est en matériaux incombustibles légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.

Dans le cas où il y a des plafonds, ces derniers sont en matériaux de classes A12s1d0 ou A2s1d1 (M0 ou M1).

Article 7.2.5.4. Ouvertures/issues

La distillerie comporte au moins 2 issues s'ouvrant facilement vers l'extérieur. Des inscriptions visibles judicieusement disposées signalent ces issues.

Aucun poste habituel ne doit se trouver à plus de 10 mètres d'une issue donnant vers l'extérieur ou sur un local donnant lui-même vers l'extérieur.

Les fenêtres doivent être frangibles. Si elles donnent sur un lieu de passage, elles doivent être munies de grilles s'opposant à la dispersion d'éclats en cas d'explosion. Les fenêtres, munies de grilles ou grillages doivent s'ouvrir très facilement de l'intérieur.

Article 7.2.5.5. Communication avec le chai de distillation

Dans le cas où le chai de distillation est attenant à l'atelier de distillation, les cloisons de séparation entre la distillerie et le chai de distillation sont coupe-feu REI 120 (degré 2 h) et les portes sont coupe-feu de degré 1 heure.

Article 7.2.5.6. Ventilation

Les locaux de la distillerie doivent être ventilés, en partie haute et basse, par des orifices judicieusement répartis.

Article 7.2.5.7. Désenfumage

Les locaux abritant les alambics doivent comporter dans leur tiers supérieur, un dispositif de désenfumage dont la surface utile est au moins égale à 1% de la surface au sol avec un minimum de 1 m². Ce dispositif peut être constitué pour 50% de matériaux légers fusibles à la chaleur.

Les commandes manuelles des exutoires de fumées doivent être facilement accessibles depuis au moins une issue.

En cas d'extension ou d'ajout d'alambics, ou lors de réfection des toitures, des trappes de désenfumage d'au minimum 1 m² doivent être installées dans chacune des zones de la distillerie, afin de représenter une surface d'au minimum 1% de la surface totale au sol.

ARTICLE 7.2.6. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Article 7.2.6.1. Installations électriques

Les installations électriques sont réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé.

Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200 pour la haute tension.

Dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, les canalisations et le matériel électrique doivent être réduits à leur strict minimum, ne pas être une cause possible d'inflammation et être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans les locaux où ils sont implantés.

Le matériel exposé aux projections de liquides est conforme aux dispositions de la norme NFC 20.010. Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ainsi que l'échauffement dangereux de celles-ci sont évités. En particulier, dans ces zones, le matériel électrique dont le fonctionnement provoque des arcs, des étincelles ou l'incandescence d'éléments, n'est autorisé que si ces sources de dangers sont incluses dans des enveloppes appropriées.

Dans les zones à risques d'explosion définies ci-dessous, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (décret du 19 novembre 1996 pour le matériel construit après le 1^{er} juillet 2003, décret du 11 juillet 1978 pour les autres).

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1^{er} janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 précité.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones à risques.

Les transformateurs, contacteurs autres que ceux de basse tension sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones à risques.

En particulier les chais sont équipés d'un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permettant de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques et des installations de stockage autres que les installations de sécurité.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » présente un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique.

En aucun cas les appareils d'éclairage ne sont fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs, interrupteurs, disjoncteurs,...) sont tolérés à l'intérieur des installations de stockage sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs,...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de stockage, sont de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Article 7.2.6.2. Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du présent article et sont effectuées conformément aux dispositions du décret du 14 novembre 1988 susvisé.

L'exploitant fait réaliser les vérifications annuellement par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.2.6.3. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Chaque zone de chargement/déchargement des alcools doit pouvoir être reliée électriquement au circuit général de terre.

ARTICLE 7.2.7. REGARDS SIPHOÏDES

Les chais sont équipés de regards siphoniques (regards étouffoirs) judicieusement placés afin d'éviter tout retour d'effluents enflammés provenant d'un autre chai ; ces regards permettent de s'opposer à la propagation d'incendie par les réseaux.

ARTICLE 7.2.8. ZONES À ATMOSPHÈRE EXPLOSIBLE

Conformément aux dispositions de l'article R. 232-12-28 du code du travail, l'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans les locaux correspondants.

Il est affiché aux entrées des chais présentant des risques d'explosion, notamment ceux avec des cuves inox, la mention « risque d'explosion en cas d'incendie ».

ARTICLE 7.2.9. INSTALLATIONS DE COMBUSTION (CHAUDIÈRES DISTILLERIE)

Article 7.2.9.1. Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion.

Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé.

De plus, chaque appareil de combustion est équipé d'un organe de coupure rapide. Cet organe parfaitement signalé est situé à proximité du brûleur, il est maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Article 7.2.9.2. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudière utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 7.2.9.3. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés en partie haute et en partie basse pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un justificatif du respect des normes en vigueur.

Article 7.2.9.4. Vérification périodique des installations de combustion

Pour les installations de combustion utilisant un combustible gazeux, l'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Les tuyauteries de gaz font l'objet d'une vérification d'étanchéité une fois par an à la pression normale de service.

Ces vérifications sont effectuées au moins une fois par an, par une personne compétente et leurs résultats sont consignés par écrit. La personne qui effectue les vérifications, mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

CHAPITRE 7.3 PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française EN 62305-3 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié de façon complète par un organisme compétent et qualifié, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, puis une vérification complète a lieu tous les deux ans.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Après un impact de foudre dommageable, une vérification des dispositifs de protection concernés, au moins visuelle, est réalisée sous un mois par un organisme compétent comme le prévoit l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. La remise en état éventuelle est alors réalisée sous un mois maximum.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications prévus aux articles 18 à 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

CHAPITRE 7.4 EVENTS DES CUVES INOX

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout justificatif du bon dimensionnement des événements de surpression des cuves inox stockant de l'alcool.

Pour les cuves les plus anciennes qui n'en sont pas pourvues, les trous d'homme ou ouvertures sommitales sont laissés ouverts en permanence afin de prévenir toute pressurisation de ces cuves.

Les citernes de transport sont également munies de soupapes dont le tarage permet de réguler les variations de pression au sein de la cuve.

CHAPITRE 7.5 FACTEUR ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1. LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, la liste des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement

normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Elle comporte au moins, lorsque les installations en sont pourvues, les éléments suivants :

- les murs et portes coupe-feu ;
- les extincteurs ;
- les robinets d'incendie armés (RIA);
- les bornes incendie ;
- les réserves d'eau d'incendie ;
- les ouvrages de Récupération/Extinction/Rétention des alcools de bouche et des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- les regards siphoides ;
- les systèmes de désenfumage ;
- les systèmes de surveillance et d'alarme.

ARTICLE 7.5.2. PLANS DES INSTALLATIONS

Des plans du site et des locaux et sont judicieusement affichés afin de faciliter l'intervention des secours publics en cas d'accident.

CHAPITRE 7.6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. TRANSPORTS - CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouches dans des camions citernes ou des produits nécessaires à l'exploitation du chai.

Elles sont reliées à la rétention déportée du site.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Des consignes sont établies pour le chargement/déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée.

ARTICLE 7.6.2. TRANSFERT D'ALCOOL

Les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.

Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.

Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'épandage d'alcool d'un chai vers un autre bâtiment.

ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Une rétention déportée de 2 350 m³ est implantée pour recueillir l'ensemble des effluents.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. ALARME - MOYENS D'INTERVENTION - RESSOURCES EN EAU

L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Article 7.7.3.1. Alarme incendie des chais et de la distillerie

Chaque chai est équipé d'un système automatique de détection incendie et d'alerte, avec transmission des alarmes à l'exploitant.

Les chais 9, 16, 22, 23, 24, 25 sont équipés d'une installation fixe d'extinction automatique à la mousse.

L'ensemble du personnel est chargé de la surveillance et donne l'alerte en cas de sinistre.

Article 7.7.3.2. Désenfumage

- Chais :

Chaque chai comporte un dispositif de désenfumage dans le tiers supérieur de la toiture dont la surface doit être :

- au moins égale à 2 % de la surface du chai au sol si celle-ci est supérieure ou égale à 300 m² (dont au moins 1 % de surface utile d'ouverture d'exutoire) ;
- au moins 1 m² si la surface du chai au sol est inférieure à 300 m² et la capacité de stockage supérieure ou égale à 50 m³.

Le dispositif peut être constitué pour 50 % de matériaux légers fusibles à la chaleur.

Les exutoires sont à déclenchement automatique (fusible).

- Distillerie existante :

La distillerie représente une surface totale de 1 750 m² répartis en 4 zones :

- une zone de 550 m²;
- une zone de 800 m²;
- deux zones de 200 m².

Elle doit respecter les dispositions de l'article 5.2.5.7.

Toute extension sera soumise à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011.

Article 7.7.3.3. Extincteurs- RIA (Robinetts d'Incendie Armés)

Un parc d'extincteurs mobiles est réparti sur l'ensemble du site au niveau des locaux à risque (distillerie, chais, chaufferie).

Chaque chai est équipé de 2 RIA dopés à l'émulseur situés à proximité des issues, de telle sorte que chaque point du chai puisse être atteint par le jet d'au moins 2 lances. Ces RIA sont équipés en dispositif à mousse de manière à assurer 3 minutes d'autonomie.

Chaque chai dispose d'extincteurs portatifs de type 144B à proximité des issues, positionnés de sorte que la distance à parcourir pour atteindre l'extincteur ne soit jamais supérieure à 15 mètres.

Tout engin mécanique se déplaçant à l'intérieur des chais est doté d'un extincteur portatif soit à CO₂, soit à poudre polyvalente.

La distillerie est dotée d'au moins deux extincteurs de type 144B judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel.

Ce matériel de protection est contrôlé annuellement ; la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Article 7.7.3.4. Défense contre l'incendie

La défense incendie interne à l'établissement est assurée par :

- deux réserves incendie, respectivement de 2 970 m³ et de 3 000 m³, accessible aux engins de secours du SDIS en permanence maintenue en eau ;
- une réserve d'eau pour alimenter sprinckler et RIA de 1 530 m³
- 3 poteaux incendie implantés à proximité des nouveaux chais de stockage

Article 7.7.3.5. Récupération/ Extinction/ Rétention des alcools de bouche et des eaux d'extinction en cas d'incendie

Chais :

Les chais sont pourvus d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie. Ces effluents sont dirigés à l'extérieur des installations de stockage par des rigoles d'évacuation vers une fosse d'extinction de 120 m³ puis vers un bassin de rétention de 2 350 m³.

Les chais sont dotés de regards siphoniques en amont de la fosse d'extinction, dont la fonction est d'éviter les remontées de vapeurs d'alcool dans les chais.

En cas de débordement de la rétention, le trop-plein est dirigé vers le bassin d'infiltration de 4 000 m³, puis éventuellement vers le fossé naturel d'écoulement des terrains, en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers.

Distillerie :

Le réseau de récupération des effluents par coulage accidentel rejoint, soit la partie située en sous sol dont le sol est étanche, soit le réseau pluvial par l'extérieur des issues ; le réseau pluvial est muni d'une vanne de barrage à actionner. Les effluents sont alors canalisés vers la rétention déportée.

ARTICLE 7.7.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour, portées à la connaissance et mis à la disposition du personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,
- la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs.

Le personnel est informé et entraîné à l'application de ces consignes.
Une formation périodique est mise en place pour l'ensemble du personnel.

CHAPITRE 7.8 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.8.1. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque (distillerie, chais...), les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignés.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.8.2. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification annuelle et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple), ainsi que les installations électriques et de combustion, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.8.3. PLAN D'OPERATION INTERNE (POI)

L'exploitant établit un POI précisant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le POI est régulièrement mis à jour pour intégrer de nouvelles installations.

Ce plan est porté à la connaissance du personnel et il est régulièrement testé, soit au maximum tous les 3 ans. Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI, de fréquence a minima annuelle.

A chaque exercice, il convient d'établir et de conserver un compte-rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'action; ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.8.4. POLITIQUE DE PREVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS (PPAM)

L'exploitant établit un PPAM, conformément à l'article R 515.89 du code de l'environnement, réexaminé au minimum tous les 5 ans et mis à jour si nécessaire, notamment :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
- avant la mise en œuvre de changement pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers ;
- liés à des accidents majeurs ;
- après la survenue d'un accident majeur.

TITRE 8 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 8.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 8.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ces émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance, qui ne peut être inférieure à un an, pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 8.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 8.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites suivantes avant leur rejet au milieu :

Paramètres	Concentration en mg/l
MES	30
DCO	300
DBO5	100
Hydrocarbures totaux	5
pH	Compris entre 5,5 et 8,5

ARTICLE 8.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Le rejet atmosphérique de la chaufferie respecte les valeurs limites définies au 6.2.4 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

ARTICLE 8.2.3. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent chapitre, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend

le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 8.2.4. ANALYSE -TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au présent chapitre. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS -PUBLICITE -EXECUTION

CHAPITRE 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article

L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 9.2 INFORMATION DES TIERS - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie d'ANGEAC-CHAMPAGNE et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'ANGEAC-CHAMPAGNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté, sans son annexe, est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

CHAP 9.3 – EXÉCUTION - NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Charente, le sous-préfet de Cognac, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire d'ANGEAC-CHAMPAGNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, et dont une copie leur sera adressée.

Angoulême le 22 JUL. 2022

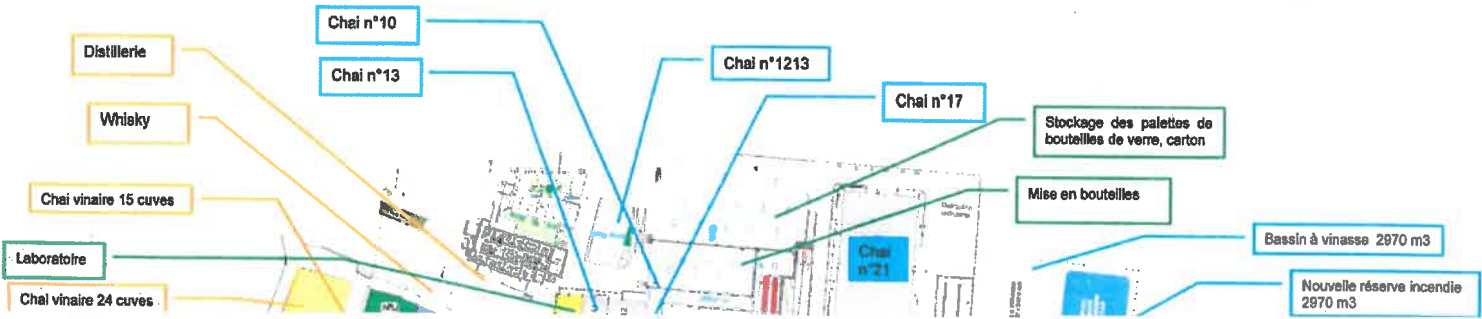
La secrétaire générale,
Préfète de la Charente par intérim,



Nathalie VALLEIX

PLAN DES INSTALLATIONS

Cartographie des distances d'effets de surpression du chai 1213 Cuve de 1 000 hl (seuil des effets à 20 mb)



CARTOGRAPHIE DES DISTANCES DES EFFETS DE SURPRESSION Cuves de 1000 hl – Chai 1213 Echelle 1/1000

Légende

- Effets de 200 mbars
- Effets de 100 mbars
- Effets de 50 mbars
- Effets de 20 mbars

Numéro de parcelle cadastrale

